

**Union européenne - Conseil  
européen - Conférence de presse de  
M. Emmanuel Macron, président de  
la République**

(Bruxelles, 18 octobre 2018)

Bonjour Mesdames, Messieurs,

Je voulais donc en quelques mots vous rendre compte de ce Conseil européen et répondre ensuite à vos questions. Donc nous avons eu un sommet européen qui, à mes yeux, se tenait dans un moment tout à la fois d'unité et de gravité. Nous avons d'abord évoqué lors du dîner d'hier soir le sujet du "Brexit". Un accord n'a pas été trouvé comme vous le savez hier soir avec la Première ministre May mais notre discussion a, je crois, pu consolider ce que je considère comme un acquis, c'est-à-dire la méthode retenue jusqu'ici et la volonté d'agir à 27 et de décider d'avoir à la fois un message de confiance, actant des progrès et des bonnes discussions qui se sont tenues depuis Salzbourg, et en même temps, un message d'urgence compte tenu du fait que nous avons indiqué qu'il nous semblait impérieux désormais de pouvoir finaliser un accord.

Toutes les solutions techniques sont connues et le mandat qui a été donné à notre négociateur au mois de mars dernier, Michel Barnier, est quant à lui inchangé. Nous avons donc hier soir réaffirmé notre confiance à Michel Barnier et le mandat de celui-ci et c'est aujourd'hui très clairement à la Première ministre et ses équipes de revenir avec une solution sur la base des compromis politiques nécessaires du côté du Royaume-Uni.

C'est donc un message d'unité et de responsabilité qui a été donné hier soir. Nous souhaitons tous avancer rapidement, finaliser dans les prochaines semaines un accord de retrait qui doit comporter les garanties nécessaires pour l'Irlande et définir notre relation future sans ambiguïté. Notre volonté, je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, est dans ce contexte, évidemment, de préserver l'intégrité du marché unique qui fait là aussi notre force. Nous avons donc confirmé le mandat de Michel Barnier et lorsque les négociations auront permis d'obtenir un accord, celui-ci nous sera soumis pour agrément - donc en temps voulu.

Nous avons aussi parlé de notre avenir commun dans l'Union européenne et c'était l'objet des discussions de ce matin et de ce midi, d'abord, sur les sujets migratoires. Là-dessus, dans les tout prochains mois, puisque nous nous sommes donné plusieurs objectifs pour la fin de l'année, des avancées devront être consolidées et je veux saluer ici l'engagement de la présidence autrichienne sur celles-ci qui désormais font consensus : le renforcement de l'agence européenne de protection de nos frontières, FRONTEX, dont les effectifs seront augmentés et l'accélération des procédures de reconduite des migrants qui ne remplissent pas les conditions du droit d'asile en Europe.

J'ai insisté pour ma part sur la nécessité de finaliser les sept textes aujourd'hui en discussion. Nous avons, depuis le mois de juillet, bien avancé sur cinq textes qui sont aujourd'hui prêts à être totalement conclus mais j'ai insisté sur la nécessité de trouver - et je crois qu'il y a une vraie convergence franco-allemande sur ce point - un accord sur le texte de la réforme de Dublin et des procédures qui sont les deux textes restants, ces sept textes devant être finalisés à nos yeux avant la fin de cette mandature.

Nous défendons également en matière de sécurité les progrès essentiels qui ont été actés, comme l'obligation de retrait des contenus terroristes sur Internet dans un délai d'une heure, ce qui est une proposition de la Commission que la France, comme vous le savez, avec le Royaume-Uni, avait beaucoup portée et qui doit aboutir avant les élections européennes. Cette Europe de la protection à laquelle je crois et que j'ai défendue il y a plusieurs mois dans le discours de la Sorbonne est marquée par plusieurs avancées en matière de cybersécurité, de lutte contre le terrorisme, de meilleure coopération et les conclusions du Conseil d'aujourd'hui le manifestent.

Cette Europe de la protection, c'est aussi l'Europe du climat, de la lutte contre le changement climatique et dans moins de deux mois, se réunira la COP en Pologne pour donner plus de force aux Accords de Paris. Nous avons défendu l'idée que l'Union européenne devait revoir ses engagements de réduction d'émissions pour les rendre plus ambitieux. Les ministres de l'environnement ont pris des décisions en ce sens la semaine dernière, sous notre impulsion, avec de nombreux partenaires européens et je me félicite que nous ayons réussi à trouver un accord qui était, je le rappelle, plus ambitieux que le texte initialement soumis et nous devons conforter cet engagement. Je mènerai ce combat, vous pouvez le croire, jusqu'au bout et je souhaite que nous puissions marquer cette nécessaire ambition européenne qui a été évoquée ce matin sur la base d'un texte de compromis en vue de la COP de Katowice mais qui doit nous conduire dans les prochains mois à prendre des décisions additionnelles.

Cette Europe plus forte, c'est également celle d'une zone euro réformée et consolidée. Sur ce point, nous avons donc eu une discussion en présence du président de l'Eurogroupe et du président Draghi et notre discussion a d'ailleurs beaucoup tourné sur la base des propositions faites à Meseberg en juin dernier par l'Allemagne et la France. Nous avons, sur cette base en juin dernier, décidé collectivement qu'un ensemble de décisions sera pris en décembre, nous faisons à ce titre un point d'étape. À mes yeux, les travaux n'ont pas encore assez avancé et je l'ai dit et je considère que nous devons maintenant accélérer les travaux au niveau des ministres de l'économie et des finances pour pouvoir finaliser en décembre ce sur quoi nous sommes convenus justement d'avancer en juin dernier.

Je considère pour ma part que tous les débats que nous avons depuis un peu plus d'un an me confortent dans la conviction de renforcer la zone euro pour deux raisons. L'une externe : l'Union européenne comme les Etats membres de la zone euro ne construiront jamais leur souveraineté économique, commerciale, financière sans une monnaie forte et sans une zone euro réformée, c'est impossible. Et donc on ne peut pas être efficace dans la géopolitique contemporaine si on n'a pas une vraie monnaie au statut international. Cela suppose la réforme de la zone euro. Et ceux qui prétendent vouloir faire de l'Europe une puissance mais sont contre la réforme de la zone euro nous mettent dans une situation impossible.

Et de l'autre, sur le plan interne, nous avons de meilleurs résultats, les chiffres sont meilleurs

mais on voit bien qu'aujourd'hui, le fonctionnement de la zone euro ne permet pas de bien allouer l'épargne qui s'accumule dans certaines zones de la zone euro et ne va pas financer d'autres endroits et ne permet donc pas un financement de notre économie satisfaisant et donc une croissance satisfaisante qui permette d'ailleurs le développement et la réussite des classes moyennes européennes.

Et donc, pour ces deux raisons, l'une externe, l'autre interne, je considère que les objectifs que nous nous sommes fixés en franco-allemand en juin et ce que nous avons décidé quelques semaines plus tard au niveau du sommet européen est absolument indispensable et je souhaite donc que nous puissions accélérer les travaux d'ici au mois de décembre pour avoir des conclusions fermes sur ce sujet./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)